



La conseillère régionale des Hauts-de-France souhaite avancer vers une candidature commune pour 2027. BASTIEN ANDRE/HANS LUCAS

« Il faut rallumer la flamme du NFP »

PRÉSIDENTIELLE Lucie Castets réunit, ce mercredi, une partie de la gauche mais sans LFI, ni le PCF, ni Place publique. Une absence que déplore **Marine Tondelier**, secrétaire nationale des Écologistes.

Un an après son arrivée en tête des législatives anticipées, le Nouveau Front populaire (NFP) est en miettes. Mais Lucie Castets, longtemps candidate de la coalition pour Matignon, veut le réveiller pour permettre une candidature commune à la présidentielle. Elle réunit, mercredi, le PS, Les Écologistes, Debout!, L'Après et Génération.s à Bagneux (Hauts-de-Seine). Défenseure acharnée du rassemblement, la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, soutient l'initiative que sèchent LFI, le PCF et Place publique.

Qu'attendez-vous de ce rendez-vous ?

Il faut rallumer la flamme de l'été dernier – pas celle du RN qu'on va éteindre – pour tenir la promesse du NFP. C'est ce que veulent les sympathisants de gauche et écologistes qui voient le RN continuer de grimper dans les sondages, les reculs anti-écologie des macronistes se multiplier

et l'absence de justice sociale se confirmer. Ils ont besoin d'entrevoir la lumière au bout du tunnel. Notre travail, c'est de leur offrir cette perspective de victoire.

L'absence de LFI, du PCF et de Place publique ne tue-t-elle pas dans l'œuf cette initiative ?

J'ai lu l'interview de Fabien Roussel dans *le Parisien* : il est dans une stratégie de négociation pour les municipales. Il en a le droit, même si cela paraît un peu politicien. Mais la maire PCF de Bagneux a accepté d'accueillir l'événement, et je m'en réjouis. Je sais, pour militer avec eux depuis longtemps dans le Pas-de-Calais, à quel point les communistes ont l'antifascisme chevillé au corps et qu'à la fin ils seront à nos côtés. Concernant les deux autres formations mentionnées, je pense que les absents auront tort. Elles restent les bienvenues pour la suite. Si on attend que tout le monde se donne la main pour avancer, on n'ira pas loin. L'antifascisme, dont Jean-Luc

Mélenchon et Raphaël Glucksmann parlent si bien, ce n'est pas de la rhétorique. On ne peut pas en parler avec emphase et adopter des stratégies individualistes qui mettent le pays dans le mur de l'extrême droite, et dont les politiques toucheront en particulier celles et ceux qui comptent sur nous pour l'en empêcher. Si à la fin ces deux candidats décident de se mettre en travers du chemin de la victoire de notre camp politique, ils en porteront la responsabilité.

Sur quelle base politique doit se faire l'union ?

Pour changer la vie vraiment, chacun a conscience de la nécessité d'un programme de rupture. Il n'y a aucune raison de jeter à la poubelle le projet du NFP, mais il y a des sujets qu'il faut urgentement retravailler, comme les questions internationales qui n'étaient pas un sujet des législatives anticipées. Ce programme s'écrira avec celles et ceux qui sont là, dans un processus très ouvert. À l'issue de cette réunion, nous annoncerons une méthode

GAUCHE LE PCF NE PARTICIPERA PAS À LA RÉUNION

Fabien Roussel explique dans un courrier à Lucie Castets pourquoi le PCF ne participera pas à son initiative du 2 juillet : « *L'heure n'est pas à faire un tour de table de potentiels candidats (...) à l'élection présidentielle de 2027 quand tant de divisions demeurent à gauche aux élections municipales de 2026 !* » Selon le secrétaire national du PCF, il est surtout temps pour une gauche, « *loin d'être majoritaire* », de s'unir pour 2026 et de se mobiliser sur « *des mesures fortes pour l'emploi, contre la vie chère* ». Réuni lundi, l'exécutif du PCF estime aussi que « *mettre le doigt dans une primaire dépossède de la décision, allonge le temps présidentiel, personnalise à outrance les débats* ».

dans laquelle tout le monde aura sa place comme expert, élu local, haut fonctionnaire, politique ou simple citoyen. En tant qu'écologistes, nous serons bien sûr vigilants sur les sujets environnementaux et pour porter des mesures de justice fiscale comme la taxe Zucman, qui rapporterait entre 10 et 25 milliards d'euros. Cela pourrait financer, par exemple, la rénovation thermique des 5 000 à 12 000 écoles par an. Notre programme doit être enthousiasmant, crédible et chiffré.

Primaire, conclave, convention citoyenne : quel système a votre préférence ?

Jene suis pas une primairebête. J'aimerais que nous puissions nous mettre d'accord par consensus comme nous l'avons fait pour trouver une candidature pour Matignon. Si cela n'est pas possible, alors faisons une primaire. Mais il faudra alors aller à fond pour permettre une participation massive. Je n'en peux plus de donner l'impression d'une gauche nombriliste qui passe son temps à se parler à elle-même. Je rêve d'une primaire qui occupe le terrain, d'une primaire pour créer un collectif façon VI^e République, une primaire des territoires avec des débats décentralisés. Depuis quand la gauche ne s'est-elle pas adressée à chacun de nos territoires spécifiquement en parlant du quotidien, des besoins, des envies de celles et ceux qui y vivent ?

Votre parti a voté pour qu'il n'y ait qu'une seule candidature écologiste dans ce processus. Vous réfléchissez à vous lancer ?

Évidemment que beaucoup m'en parlent. Ma priorité, c'est que ce cadre commun existe, et j'en suis l'une des garantes logiques au vu de ce qu'il s'est passé l'été dernier. En tant que secrétaire nationale des Écologistes, je tiens aussi à ce qu'il y ait une incarnation écologiste dans ce processus, dont nous déciderons collectivement en temps voulu. Nous portons un projet singulier et nous avons bien compris que personne ne portera l'écologie à notre place. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EMILIO MESLET

ENTRETIEN

Dans les écoles, « c'est la grande débrouille »

CANICULE Brumisateurs, bouteilles d'eau, ventilateurs... Face aux températures qui dépassent localement les 40 °C, les enseignants font comme ils peuvent pour assurer le bien-être des enfants, dénonçant le problème de fond des bâtiments scolaires inadaptés.

« **P** rès de 34 °C dans une classe, c'est infernal ! On fait avec les moyens du bord. » Enseignante dans une classe de CE2 à Poitiers, dans la Vienne, l'un des seize départements en alerte rouge caniculaire, Solène (1) n'a qu'une priorité : prendre soin des enfants. Son mantra : « On s'adapte. » « On aère dès 6 heures du matin. On travaille tranquillement jusqu'à 10h10 ; et on fait durer la récréation plus longtemps. On a sorti des jeux d'eau, des bassines, pour qu'ils se rafraîchissent. L'après-midi, en revanche, c'est long. Il n'y a de l'air nulle part. Heureusement qu'ils ne sont pas nombreux », relate la quadragénaire, qui a apporté des brumisateurs.

PLEIN SUD, DERRIÈRE LES BAIES VITRÉES

De nombreuses familles avaient en effet anticipé la vague de chaleur. « Dès vendredi, des parents nous ont informés qu'ils ne mettraient pas leurs enfants à l'école lundi et mardi », confirme Basile Ackermann, enseignant dans une classe de CM1-CM2 dans une école d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. « Hier matin, j'avais 14 élèves sur 21. On a fait quelques petites révisions, puis on est allés dans un parc bien arboré. Il faut dire que l'école est située au cœur de la cité des 3000, un espace aussi densément peuplé que bétonné. » En milieu rural, la situation n'est pas meilleure. « Il faisait 27 °C dès 9 heures dans ma classe. L'après-midi, on a regroupé les enfants dans une salle municipale », témoigne Frédéric Sergent, professeur des écoles dans une école d'un village du Loiret. D'après le ministère de l'Éducation, près de 1 350 écoles publiques étaient fermées mardi. Et dans les 16 départements passés en vigilance rouge (essentiellement d'Île-de-France et du Centre-Val de Loire), les familles qui le pouvaient étaient invitées à garder leurs enfants chez eux.

Comme partout, le bâti scolaire est systématiquement pointé du doigt ; souvent mal

isolé, sans volets ou muni de stores parfois défectueux. « Nous avons de grandes baies vitrées exposées plein sud, pensées pour faire des économies de chauffage l'hiver, mais l'été, c'est un four », illustre Frédéric Sergent, par ailleurs représentant FSU-SNUipp 45. Cosecrétaire du Snes-FSU du 93, Claire Fortassin évoque, elle, « avec colère », « la centaine de collègues qui corrigeaient hier le diplôme du brevet au collège Jean-Lurçat de Saint-Denis, où la moitié des fenêtres sont condamnées. Et certaines épreuves du grand oral du bac se déroulent dans des salles de classe où le thermomètre atteint les 43 °C ». Dans l'école où enseigne Annah,

à Paris, il y a bien une clim, « mais elle est en panne depuis des mois »...

« Comme à chaque fois qu'il y a une crise dans l'éducation nationale, c'est la grande débrouille », résume Basile Ackermann, aussi membre de la CGT Educ'action 93. Il en va de la canicule comme du Covid, avec une ministre qui ne prend pas de décision en amont. Et on se retrouve avec des situations très différentes d'une ville à l'autre. Certaines ont tenté de mettre des moyens à disposition (distribution de ventilateurs, de bouteilles d'eau). Et d'autres, rien. À Aulnay, cela fait des années qu'en conseil d'école on évoque les questions de chaleur... En vain. » A contrario, à Poitiers, des « choses » ont

TÉMOIGNAGES

été faites, reconnaît Solène, même si cela reste insuffisant. « Des filtres ont été posés il y a deux ans. C'est efficace en cas de chaleur normale, mais pas en cas de canicule. La cour de l'école a été végétalisée, mais cela date de novembre, trop récent pour en tirer des bénéfices. »

« CHOIX POLITIQUES ET FINANCIERS »

Au-delà du bricolage, tous se disent « étonnés », voire « en colère », que la situation n'ait pas été anticipée davantage. Alors que ces épisodes caniculaires vont se multiplier, « il devient urgent de lancer une véritable rénovation écologique du bâti scolaire public », ont plaidé lundi dans un communiqué commun des syndicats de l'éducation (FSU, CGT) et des associations environnementales (Greenpeace, Oxfam, Attac...). Problème : le coût de l'adaptation du bâti scolaire à la transition écologique est estimé à plusieurs dizaines de milliards d'euros, selon des rapports officiels.

« Nous sommes à la croisée des problématiques nationales et locales : nos conditions de travail dépendent du ministère, mais les moyens, de la municipalité », résume Solène. Or, les collectivités ne peuvent assumer de telles rénovations. Pour Basile Ackermann, il s'agit de « choix politiques et financiers ». « L'État est défaillant à tous les niveaux, s'emporte Claire Fortassin. Certes, ça coûte cher. Mais quand il s'agit de financer l'effort de guerre, on trouve de l'argent. En revanche, quand ils'agit de protéger la santé et le personnel, on ne fait rien faute de moyens. Et on nous dit d'aérer, de ventiler si on peut... C'est honteux. »

ALEXANDRA CHAIGNON

(1) Le prénom a été modifié.



À Bordeaux, un petit groupe d'élèves a trouvé un peu de fraîcheur dans un couloir. PHILIPPE LOPEZ/AFP